

Tchécoslovaquie

Georges Pruvost

Les semaines qui suivent le 21 août 1968 – entrée des troupes du Pacte de Varsovie dans Prague – voient, pour la première fois de manière publique, s'exprimer des désaccords au sein de la FSM entre la CGT (mais aussi la CGIL italienne) et les syndicats des pays socialistes constituant le Pacte de Varsovie.

De ce point de vue 1968 marque une vraie rupture où la CGT notamment sort de la prudence diplomatique liée à toute l'expérience de la guerre froide. Plus précisément une rupture douloureuse s'amorce à l'automne 1968 ; elle ne sera pas linéaire et les tentatives de « syndicalisation de la FSM » vont marquer les deux décennies suivantes. La CGT joue un rôle central dans ce processus ne serait-ce que par l'investissement de nombreux militants de valeur dans la construction de ce processus de transformation.

Cette communication se limitera à rendre compte de ce qui se passe dans la direction de la FSM et dans la CGT durant cette période allant du 21 août 1968 au Congrès de la FSM de 1969 (17-26 octobre).

Il est cependant nécessaire d'évoquer brièvement l'amont : deux réunions statutaires de la FSM se tiennent respectivement en février 1968 – la réunion du secrétariat de la FSM et des secrétariats des UIS – et mai 1968 – le Bureau exécutif de la FSM.

C'est la question de la syndicalisation des activités de la FSM qui se trouve posée avec insistance¹. En arrière fond ce sont les progrès de l'unité d'action avec des organisations adhérentes à la CISL ou à la CMT ou non affiliées internationalement qui sont donnés comme marquants². Il s'ensuit un rôle dynamique nouveau pour les UIS : loin d'être le simple relai des déclarations générales de la FSM, les UIS doivent occuper pleinement le terrain professionnel et revendicatif.

Le Bureau exécutif de mai 1968 donne lieu à un long débat sur les UIS. Dans son introduction S. Stimilli (secrétaire italien de la FSM chargé des relations avec les UIS) précise que le rapport présenté au Bureau reflète l'état de la discussion au sein du secrétariat et non une position unanime. Il précise le nœud du débat : « Il s'agit, en substance, de la nécessité de définir de la façon la plus claire, la position et le rôle politique des UIS dans la grande famille de la FSM, après l'approbation de l'article 13. » Il « enfonce » ainsi le clou : « Pour moi, une orientation de ce genre correspond concrètement aux conclusions du Congrès de Varsovie et à la lettre et à l'esprit de l'article 13, lesquelles, en fait, ne portent aucune limitation à l'autonomie des UIS dans le cadre de la ligne générale de la FSM. » Dans ses conclusions

¹ S Stimilli : introduction à la discussion (archives FSM) : « La principale particularité des activités des UIS après le 6^e Congrès syndical mondial est le développement du travail professionnel, l'étude plus approfondie des problèmes sociaux et économiques présentant un intérêt vital pour les travailleurs des différentes branches d'industrie. Dans les activités des UIS, la discussion des sujets traitant les problèmes d'une politique générale, cède une place à l'analyse des questions sociales et économiques »

² Idem : « Le thème de fond de tout le mouvement ouvrier – au niveau national et international – est, aujourd'hui, l'unité pour réaliser mieux et plus rapidement les objectifs de classe que les travailleurs se posent. Personne ne peut éviter cet impératif. Il n'y a pas de doute que le processus croissant d'internationalisation de la vie économique, dû au progrès scientifique et technique, constitue une base réelle sur laquelle il faut construire de nouveaux rapports unitaires plus avancés entre les syndicats. »

Louis Saillant revient sur cette question : si une autonomie des UIS par rapport à la FSM est inenvisageable, le champ des UIS doit s'élargir³. Plus loin il insiste sur le fait que cette voie est indispensable pour le développement de l'unité d'action : « S'il est un domaine où les UIS peuvent faire progresser leur travail qualitativement, c'est bien celui du soutien des initiatives des fédérations nationales de catégories en faveur de rencontres ou de contacts nouveaux. »

Est-ce exagérer l'interprétation que de dire que les réticences les plus profondes à cette évolution venaient des syndicats des pays socialistes, soviétiques en premier lieu ? Les conceptions avancées correspondaient en tout cas davantage aux positions défendues par la CGT d'une syndicalisation plus nette de la FSM pour élargir son audience à condition qu'elle ne soit plus seulement perçue comme l'outil syndical de la politique soviétique. Evidemment il ne s'agit pas d' « affronter » l'URSS et les pays socialistes, mais au contraire de convaincre que l'évolution du rapport des forces mondiales permet de sortir de la logique de la guerre froide. Le développement du syndicalisme dans le monde, notamment dans les pays en voie de développement, couplé aux combats syndicaux dans les pays développés et au poids des pays socialistes, permet plus d'audace, d'aller au-delà du « camp contre camp ».

C'est dans ce contexte qu'après les craquements du monde socialiste (en premier lieu la rupture entre l'URSS et la Chine) et les débats internes aux pays socialistes européens (publics en Tchécoslovaquie depuis le début de l'année 1968) va se produire l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes des pays du Pacte de Varsovie.

Le 21 août la CGIL comme la CGT (les deux « piliers » ouest-européens de la FSM) s'expriment : la CGIL parle d' « inadmissible intervention militaire », la CGT indique que « les travailleurs français ne peuvent que déplorer l'actuelle intervention militaire en Tchécoslovaquie » et « souhaite que, dans les plus brefs délais, le peuple tchécoslovaque puisse se déterminer en toute indépendance ». Le même jour Louis Saillant, secrétaire général de la FSM, en vacances en Hongrie fait part verbalement à Sandor Gaspar (Secrétaire général des syndicats hongrois) de sa réprobation de l'intervention. Trois jours plus tard, le 24, le Président de la FSM (Renato Bitossi, Italie) et Louis Saillant officialisent en quelque sorte dans une lettre à Sandor Gaspar cette réprobation. Ce n'est que le 28 août que le secrétariat de la FSM publie un communiqué reprenant la déclaration et la lettre des 21 et 24 août. Rappelons que le siège de la FSM est à Prague même. Que se passe-t-il donc entre le 21 et le 28 août ? Les Archives de la FSM déposées aux Archives départementales de Seine Saint Denis permettent de répondre partiellement à cette question. En effet s'y trouve le procès verbal des réunions du secrétariat de la FSM tenues entre le 23 août et le 2 septembre. Sur les 9 membres du secrétariat seuls 4 sont présents à Prague jusqu'au 28. Au cours de ces réunions trois postures sont nettement prises : - expression immédiate nécessaire du secrétariat dans le sens d'une condamnation de l'intervention (le tchèque Chleboum et le chilien Padilla)

- pas d'expression du secrétariat (le soviétique Podzerko)⁴

³ (Archives FSM) : « Quel est le plan des UIS ? C'est celui des catégories, de branches, de sections industrielles, de secteurs particuliers au sein desquels le programme général de la FSM ne peut pénétrer, mais où la FSM doit être en capacité de pénétrer par le canal des UIS... La FSM délègue ses pouvoirs aux UIS pour être dans ces catégories professionnelles, dans les branches professionnelles, les organes qui viennent enrichir, consolider, étayer le programme général de la FSM. »

⁴ « De toute façon je suis catégoriquement contre la prise d'une décision trop hâtive et pas bien réfléchie. Je suis catégoriquement contre une décision qui soit prise au nom de la FSM par 2 ou 3 membres, surtout en l'occurrence quand le problème n'est pas tel qu'il puisse être résolu par 2 ou 3 membres » (le texte souligné l'est dans le PV officiel)

- attendre que tout le secrétariat soit présent et ne pas être en porte à faux vis à vis des centrales des pays socialistes européens (Ibrahim Zakaria du Soudan)

Le 28 Saillant réaffirme qu'il « réproouve » et « regrette » l'intervention et pose la question : « que deviendra la FSM ? ». Il demande l'expression de chacun des secrétaires. La tension extrême est perceptible notamment dans l'intervention du secrétaire soviétique qui agite la menace de la scission si la FSM s'exprime. Au cours de cette réunion Pierre Gensous (Secrétaire général adjoint) intervient après avoir précisé qu'il avait eu avant son arrivée un contact approfondi avec la CGT et qu'il épousait totalement la position prise par la CGT. Ajoutons qu'il est l'inspirateur de la déclaration du secrétariat du 28 reproduite in extenso en annexe.

Pendant ce temps la CGT rappelle dans une seconde déclaration, le 23 août, sa position et alerte les salariés sur les manifestations de caractère antisoviétique et anticomuniste en cours. Elle précise : « Il est de l'intérêt des travailleurs et du peuple tchécoslovaque que les pays socialistes concernés trouvent, d'un commun accord, l'issue à la crise dramatique qu'ils traversent. La CGT ne saurait rien faire qui puisse compliquer davantage une situation déjà si préoccupante. » Le 4 septembre la Commission Administrative approuve les déclarations du Bureau confédéral, « considère comme positif l'aboutissement des négociations de Moscou avec les représentants qualifiés du peuple tchécoslovaque [et] souhaite le retour à une situation normale dans ce pays par application des décisions de Moscou, déterminant entre autres dispositions, les conditions du retrait des troupes des cinq pays membres du Pacte de Varsovie. »

La structure de cette Déclaration est intéressante. A cette réunion de rentrée de la direction de la CGT, 15 jours après la Tchécoslovaquie mais aussi 3 mois après les grèves de mai-juin, il s'agit de faire le point de la situation avant tout nationale et de dégager les priorités d'intervention de la CGT en cette période de rentrée. Dans ce texte de deux pages dactylographiées, 7 lignes sont consacrées à la Tchécoslovaquie, 5 au Vietnam, le reste à l'actualité revendicative. On peut penser que d'une certaine manière la CGT entend rééquilibrer la place médiatique prise par la Tchécoslovaquie en France et relativiser ainsi aux yeux des salariés l'ampleur de la campagne anticomuniste relancée à cette occasion et dénoncée le 23 août par le Bureau confédéral.

Dans le courant du mois de septembre la CGT informe largement l'ensemble de ses cadres⁵ des rencontres internationales qu'elle multiplie au plus haut niveau tant avec la CGIL qu'avec l'URO tchécoslovaque et les syndicats des autres pays socialistes européens pour sortir la FSM de la crise⁶. Dans une note de présentation des documents envoyés le 1^{er} octobre, la CGT précise le bilan de toutes ces rencontres bilatérales. La CGT et la CGIL portent la même appréciation sur l'intervention⁷ mais divergent sur l'appréciation de l'opportunité de la déclaration du secrétariat de la FSM du 28 août comme sur l'opportunité d'une réunion rapide des organismes de direction de la FSM : voulues par la CGIL, ces réunions risqueraient pour la CGT de « cristalliser les désaccords » et de paralyser plus encore la FSM. La rencontre avec les 5 centrales⁸ à Moscou les 24 et 25 septembre permet non pas de lever les divergences

⁵ ... tout en demandant de ne pas reproduire les documents pourtant envoyés à tous les responsables des Fédérations et Unions départementales qui constituent le CCN

⁶ Le communiqué du secrétariat de la FSM du 28 août avait entraîné des réactions virulentes de la part des syndicats des 5 pays socialistes

⁷ Communiqué commun du 18 septembre (extrait) : « Les deux délégations, en rappelant leur ferme position concordante contre cette intervention, considèrent que c'est le droit inaliénable du peuple et des travailleurs tchécoslovaques de poursuivre en toute souveraineté le libre développement de la construction de la société socialiste dans leur pays. »

⁸ Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA et URSS

mais simplement d'affirmer la volonté de surmonter les difficultés dans l'avenir. La rencontre avec les syndicats tchécoslovaques le 27 septembre est qualifiée, elle, de « très positive. Sont publiés les exposés introductifs de Georges Séguy à ces deux dernières rencontres. Il est utile de s'y arrêter car c'est la conception de fond de la CGT sur le syndicalisme international qui y est exposée.

A Moscou, Georges Séguy précise que l'invasion de la Tchécoslovaquie est préjudiciable aux progrès de l'unité d'action contre l'impérialisme, mais aussi que le socialisme en Tchécoslovaquie n'était pas menacé et que les réformes entreprises depuis le début de l'année 1968 allaient dans le bon sens. Il ajoute que les dirigeants du pays avaient ainsi retrouvé la confiance de leur peuple. Il conclut ainsi son exposé : « En conclusion, nous pensons qu'il est raisonnable de constater la persistance d'une divergence profonde entre nous, de considérer que cette divergence ne doit pas compromettre nos rapports d'amitié et notre collaboration, qu'il faut préserver la FSM des perturbations dont elle est menacée ; la FSM ne doit pas être le lieu des controverses idéologiques et politiques résultant de la situation. La FSM doit poursuivre son activité générale et particulièrement sa lutte contre l'impérialisme, pour l'indépendance des peuples, contre les monopoles, pour le progrès social, les libertés syndicales, pour l'unité des travailleurs du monde. » Ce texte, sans concession sur le fond, pose en définitive la question : comment vivre ensemble avec une divergence profonde ? Manifestement la CGT pense alors que c'est possible à condition de repenser en profondeur le fonctionnement de la FSM qu'il s'agit de syndicaliser ou de re-syndicaliser, mais qu'il faut, en tout état de cause, préserver de tout risque d'éclatement.

En décembre 1968 se tient le Conseil Général de la FSM à Berlin avec à son ordre du jour la préparation du Congrès de la FSM⁹. La CGT, par la voix de Georges Séguy, annonce qu'elle fera des propositions en matière d'organisation, de programme, de modification des statuts et des structures de la FSM. Georges Séguy indique que ces propositions viseront au respect de l'indépendance syndicale de la FSM, au renforcement de son caractère syndical, à l'amélioration de la démocratie dans sa vie intérieure, à l'adaptation de son activité aux réalités de chaque continent, au renforcement et au renouvellement du rôle des UIS. La situation en Tchécoslovaquie n'est pas évoquée de manière explicite mais il apparaît que cette tragédie a incité la CGT à être d'autant plus audacieuse dans ses propositions de transformation de la FSM. Deux autres questions – par ailleurs liées - sont aussi implicitement présentes : l'Europe capitaliste et la question de la présence de la FSM sur ce terrain là, la place de la CGIL au sein de la FSM.

La CGT semble considérer à ce moment de son histoire qu'un investissement fort au sein de la FSM est indispensable pour que prévalent des solutions anti-impérialistes dans un monde certes marqué par un aiguïsement des affrontements mais où le capitalisme connaît des revers importants comme au Vietnam.

Dans cette logique au Congrès d'octobre 1969 Henri Krasucki développe dans son intervention une analyse des aspects nationaux et internationaux de la crise puis évoque les divergences possibles au sein de la FSM pour insister sur l'esprit de responsabilité¹⁰. A l'issue du Congrès, Pierre Gensous est élu Secrétaire général, Louis Saillant devenant Président d'honneur. Pour sa part Georges Séguy déclare : « L'autorité, la cohésion et l'efficacité de la

⁹ Participent à cette réunion statutaire, la plus importante entre 2 congrès, toutes les centrales nationales affiliées et toutes les UIS.

¹⁰ « Nous sommes attachés à l'idée qu'il faut allier la compréhension de la diversité des situations et l'adaptation nécessaire du travail du travail de la FSM à ces réalités avec le sens de l'unité fondamentale de notre lutte, de nos tâches internationales et de nos responsabilités communes » Compte-rendu in extenso page 456

FSM sortent renforcées de ce Congrès. Sa vie démocratique interne est perfectionnée, ses organes dirigeants sont rajeunis, son orientation, son programme sont précisés, adaptés aux problèmes de notre époque. La CGT a beaucoup contribué à ce qu'il en soit ainsi. Elle s'en félicite. » Déjà se profile un certain désengagement de la CGIL : Renato Bitossi quitte la Présidence, seul S Stimilli reste au secrétariat.

A l'issue de ce Congrès et pendant toute une décennie l'investissement de la CGT va donc demeurer très important tant elle est persuadée que la transformation de la FSM est une des clés pour que progresse l'unité d'action avec des organisations affiliées à la CISL ou à la CMT¹¹ ou encore non affiliées internationalement. C'est ainsi que devrait s'estomper l'image d'une centrale internationale soumise à la logique de guerre froide, à une logique d'Etat. De ce point de vue la crise tchécoslovaque devrait crédibiliser cette orientation, l'attitude **responsable et critique** devant contribuer à ce que la conjonction des luttes ouvrières, des luttes de libération nationale et des pays socialistes permette de faire reculer le capitalisme. Après 1969 la CGT travaille à donner vie à ce possible là, peut-être avec l'espoir de contribuer également à une évolution des pays socialistes ? En même temps des réflexions de fond vont très vite être menées par la CGT, par exemple sur le rôle des syndicats dans la construction du socialisme dans un pays comme le nôtre. Certes nous entrons alors dans la phase d'espoir du Programme commun mais l'expérience tchécoslovaque et l'attitude des syndicats des pays socialistes sont également présents dans la réflexion de la CGT.

¹¹ CISL : Confédération internationale des syndicats libres à laquelle adhère FO mais aussi les TUC britanniques et le FDGB ouest allemand

CMT : Confédération Mondiale du travail à laquelle adhère la CFDT